



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250227-DEC-DAEN0274 DU **25 MARS 2025**  
PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ LABORATOIRE OXENA, DONT LE SIÈGE  
SOCIAL EST SITUÉ À 128 AVENUE CHÂTEAU FLEURY À ROMANS-SUR-ISERE (26100)  
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE  
STOCKAGE/CONDITIONNEMENT D'EAU DE JAVEL  
EXPLOITÉES ZI DE LA MOTTE, RUE MARC SEGUIN À PORTES-LES-VALENCE (26800)

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 février 2022 à la société LABORATOIRE OXENA sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin concernant notamment les rubriques 4510 et 4741 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'article 4.9.2 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2022 susvisé qui dispose :  
« Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit journalier	1552	instantané	Continu	Mensuelle
pH	1302	instantané	Continu	
température	1301	instantané	Continu	
MES	1305	24 h	Mensuelle	
DCO	1314			
DBO <sub>5</sub>	1313			
Azote global	1551			
Composés organiques halogénés ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106			
Phosphore total	1350			
Chlore libre	1398			
Chlorures	1337			
Chlorites	1735			
Chlorates	1752			
Nickel et ses composés	1386			
Chrome et ses composés	1389			
Chloroforme	1135			
THM	2036			

[...] »

**VU** l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2022 susvisé qui dispose :

« Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.[...] »

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 28 février 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 24 février 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

*Les analyses mensuelles des rejets aqueux de janvier et février 2025 n'ont pas été réalisées. Les analyses prévues ne sont pas sur un échantillon moyen fait lors d'un prélèvement 24 heures.*

**CONSIDÉRANT** que la demande de réalisation des analyses des rejets aqueux est demandée depuis l'inspection du 10 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la station de traitement des eaux usées de PORTES-LES-VALENCE a subi une pollution chlorée le 20 février 2025 qui a détérioré ses capacités de traitement et que la société LABORATOIRE OXENA fait partie des entreprises suspectées d'être à l'origine de la pollution ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence d'autosurveillance des rejets aqueux peut engendrer une pollution du milieu récepteur ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LABORATOIRE OXENA de respecter les prescriptions des articles 4.9.2 et 4.7 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société LABORATOIRE OXENA (n° SIRET : 800 291 437 00021) exploitant des installations classées sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.9.2 et 4.7 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé en réalisant les mesures mensuelles des rejets aqueux sur l'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.9.2 susvisé sur un échantillon représentatif de l'activité, prélevé pendant 24 heures et asservi au débit.

Le présent article est réputé respecté si les analyses mensuelles des 2 mois suivants la notification du présent arrêté sont transmises à l'inspection dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté. Les éléments justifiant de la réalisation du prélèvement sur 24 heures sont transmis à l'inspection (rapport d'échantillonnage, matériel utilisé, traçabilité de l'échantillon...).

**Article 2 :** En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté est notifié à la société LABORATOIRE OXENA. Une copie du présent arrêté sera déposé en mairie de PORTES-LES-VALENCE et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme ([www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la maire de la commune de PORTES-LES-VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **25 MARS 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU